



UNIVERSITE  
CHEIKH ANTA DIOP  
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation  
Enseignement  
Supérieur

RP  
05 - 09  
mai  
2025

## Ucad : Les Directeurs des 7 écoles doctorales reçus par le Recteur ...



Les directeurs des sept écoles doctorales de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) ont été reçus par le Recteur, le Pr Alioune Badara Kandji, lors d'une rencontre de prise de contact. À cette occasion, le Recteur a partagé sa vision d'une « université du développement », qui passe d'un modèle de simple transmission du savoir à une université entreprenante.

Selon un communiqué, le Recteur veut que l'UCAD passe d'une université de transmission de connaissance à une université entreprenante. Or, la recherche doit occuper une place centrale dans cette mutation.

D'après la même source, l'autorité est convaincue que la recherche est la mère de toutes les missions de l'UCAD, puisque c'est elle qui nourrit la formation et permet le service à la communauté. Mais pour réussir cette transformation, pense-t-il, il faut une gouvernance harmonisée de la recherche, mais aussi optimiser les capacités de recherche de l'UCAD. « Je pense qu'il nous faut élaborer ensemble un manuel de procédures pour avoir un cadre formel et formalisé », souligne Pr Kandji.

Les écoles doctorales ont aussi saisi l'occasion pour entretenir le Recteur de leurs préoccupations. Celles-ci, déclinées par le coordonnateur, Pr Mor Ndao, tournent essentiellement autour d'un budget conforme à la mission, d'un environnement de travail adéquat et d'un personnel d'appui suffisant et stabilisé. Il s'y ajoute d'autres questions administratives d'ordre pratique.

Cette rencontre étant juste une prise de contact, le Recteur propose un cadre plus élargi pour étudier toutes les questions soulevées. Mais également participer de façon plus générale à la réflexion sur les mutations souhaitées.

« Notre mission est d'énoncer des idées, c'est à la communauté de s'en approprier », déclare le Recteur qui tient à fédérer les compétences et les énergies de toute la communauté.

[https://senego.com/ucad-les-directeurs-des-7-ecoles-doctorales-recus-par-le-recteur\\_1835446.html](https://senego.com/ucad-les-directeurs-des-7-ecoles-doctorales-recus-par-le-recteur_1835446.html)

NATIONALE

## Recrutement spécial d'enseignants : un quota de 216 instituteurs et professeurs pour Matam



## Le gouvernement régule les établissements privés de l'Enseignement supérieur



## Le spatial est dans une dynamique prometteuse au Sénégal



La région de Matam (nord) a reçu un quota 216 enseignants tout corps confondus, de l'élémentaire au moyen secondaire, dans le cadre du recrutement spécial de 2 000 enseignants autorisés par l'Etat, a-t-on appris de l'Inspecteur d'académie, Mamoudou Oumar Guèye.

"Conformément à la répartition qui fait suite au recrutement de 2 000 enseignants, Matam a reçu 216 enseignants tout corps confondus. Le préscolaire-élémentaire en a eu 174, dont 8 en option arabe, 9 en moyen et 33 au secondaire", a détaillé M. Guèye.

Interrogé, mercredi, par l'APS, il a signalé que Matam faisait partie des régions qui étaient le plus dans le besoin compte tenu de sa position, "c'est-à-dire périphérique, mais aussi avec un fort taux de départs".

Mamoudou Oumar Guèye a rappelé que chaque année la région enregistre beaucoup de départs d'enseignants pour plusieurs raisons.

"C'est pourquoi nous avons pensé qu'il fallait une discrimination positive à l'endroit de la région de Matam. Les autorités ont suivi notre plaidoyer pour nous donner un taux assez acceptable", a salué l'IA (Inspecteur d'académie).

L'affectation de 216 enseignants va soulager les acteurs éducatifs au regard des difficultés qu'ils avaient auparavant, a dit l'Inspecteur, précisant que les acteurs faisaient tout pour que les classes fonctionnent normalement grâce aux sacrifices des enseignants.

Mamoudou Oumar Guèye a fait savoir que des enseignants tenaient plus d'une classe et ont fait beaucoup d'efforts pour faire fonctionner normalement les classes avant l'arrivée du nouveau personnel enseignant.

Avec ces nouvelles recrues, a-t-il souligné, les directeurs d'écoles, les principaux et proviseurs seront allégés dans leurs tâches administratives ou pédagogiques ; ce qui va impacter les charges horaires des responsables d'établissements.

<https://aps.sn/recrutement-special-denseignants-un-quota-de-216-instituteurs-et-professeurs-pour-matam/>

À travers un communiqué rendu public hier, le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation informe les responsables des établissements privés d'enseignement supérieur du Sénégal, de la tenue d'une réunion de partage d'informations, qui se tiendra le jeudi 08 mai 2025 à la salle de conférence de l'UCAD 2, à partir de 10h 00. Cette rencontre, selon le document, qui sera présidée par le ministre, Dr El Hadji Abdourahmane DIOUF, entre dans le cadre du rappel de la réglementation qui régit les établissements privés d'enseignement supérieur, et vise à consolider le partenariat entre l'Etat et le secteur privé.

Ainsi, tous les déclarant-responsables des établissements privés sont priés de prendre part à cette importante rencontre avec deux représentants au plus par établissement. En effet, après la réglementation opérée dans le secteur des médias, assortie d'une liste officielle d'organes reconnus par le gouvernement, et quelques 381 médias condamnés à fermer boutique, c'est au tour du secteur privé de l'Enseignement supérieur d'être confronté au même traitement.

Rappelons que Abdourahmane Diouf, invité de l'émission dominicale "Point de Vue" du 30 avril dernier sur la RTS, avait annoncé la couleur. Citant les résultats d'un audit qu'il avait commandité après sa prise de service en tant que ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Dr Abdourahmane Diouf dira que parmi les 298 universités privées qui existent au Sénégal, près d'une centaine ne respecte pas les conditions d'agrément.

« On va devoir régler les problèmes actuels. Au Sénégal, aujourd'hui, il y a 8 universités publiques et 298 universités privées. Sur les 298, au moins une centaine, ce qui fait le tiers, ne remplissent pas les conditions d'agrément définitif, les conditions d'habilitation et les conditions d'accréditation. Aujourd'hui, il y a même des universités où on a constitué des collectifs d'étudiants qui ont payé des études et obtenu des diplômes. Qui, une fois sur le marché du travail, se rendent compte que leurs diplômes ne sont pas reconnus », explique-t-il.

<https://actusen.sn/apres-la-presse-le-gouvernement-regule-les-etablissements-privés-de-lenseignement-superieur/>

L'analyse géospatiale qui se définit comme une méthode d'exploitation des données localisées pour produire de l'information pertinente sur des phénomènes spatiaux, est de plus en plus considérée comme un outil stratégique dans la planification territoriale, la résilience climatique, la sécurité alimentaire et le suivi des politiques publiques.

Elle permet également de visualiser et d'analyser les dynamiques spatiales dans une perspective d'appuyer la prise de décision.

L'agriculture, l'environnement, la gestion de l'eau, les systèmes de transport, l'urbanisme, la santé publique, les énergies renouvelables, le foncier constituent des secteurs dans lesquels les données géospatiales jouent des rôles de premier plan, selon des spécialistes de la question interrogés par l'APS.

Au Sénégal, la question des données géospatiales est revenue au-devant de la scène avec notamment la tournée nationale "Space Bus" (bus de l'espace), entre autres initiatives étatiques allant dans le sens de promouvoir les sciences et l'astronomie dont le coup d'envoi a été donné par le président de la République Bassirou Diomaye Faye.

Cette campagne prévue dans les 14 régions du pays va se dérouler du 6 avril au 13 mai, avait annoncé le directeur de l'Agence sénégalaise des études spatiales (ASES), Maram Kairé.

La caravane va proposer des expositions, conférences et ateliers pédagogiques sous le thème "Le spatial, levier de développement durable", a-t-il dit dans un entretien avec l'APS. L'objectif, selon lui, est d'"interagir avec les écoles, les universités et le grand public", en vue de "faire découvrir les sciences et l'astronomie à la population".

<https://aps.sn/le-spatial-est-dans-une-dynamique-prometteuse-au-senegal-specialistes/>



## Les Emirats introduisent l'enseignement de l'IA à l'école dès la maternelle

Des cours consacrés à l'intelligence artificielle (IA) vont être introduits dans tous les niveaux et dès la maternelle à la prochaine rentrée scolaire dans les écoles publiques des Emirats arabes unis, ont indiqué les autorités du riche Etat du Golfe. Le gouvernement émirati a approuvé "l'introduction de l'IA en tant que matière dans tous les niveaux de l'enseignement public, de la maternelle au niveau 12" l'équivalent de la classe de terminale, a annoncé dimanche le Premier ministre et dirigeant de l'émirat de Dubaï, Cheikh Mohammed ben Rachid Al-Maktoum.

Les cours visent à doter les élèves "des connaissances et des compétences nécessaires pour comprendre les principes de l'IA et ses applications dans la vie quotidienne", et à les préparer à "créer et développer des solutions intelligentes" à l'avenir, a indiqué la ministre émiratie de l'Education, Sarah Al-Amiri, sur X.

Les Emirats, qui figurent parmi les principaux exportateurs de pétrole au monde, misent sur l'IA dans le cadre de leurs efforts de diversification économique, et investissent massivement dans le domaine. Ils sont l'un "des premiers pays au monde à introduire l'intelligence artificielle (IA) dans les programmes scolaires", a affirmé la ministre émiratie.

Le pays a été le premier au monde à se doter d'un ministère de l'Intelligence Artificielle en 2017. Il abrite une université dédiée, l'Université de l'intelligence artificielle Mohammed bin Zayed, partenaire notamment du géant américain du logiciel Microsoft et de l'Ecole Polytechnique, l'une des plus prestigieuses formations française d'ingénieurs.

[https://www.seneweb.com/news/International/les-emirats-introduisent-l-enseignement-\\_n\\_469632.html](https://www.seneweb.com/news/International/les-emirats-introduisent-l-enseignement-_n_469632.html)

INTERNATIONALE

## El Midaoui : L'université marocaine en plein essor, mais...



## Mauritanie : Le nombre d'étudiants boursiers a doublé cette année



## L'Europe veut récupérer les chercheurs malmenés par Donald Trump



Lors d'une intervention devant la Commission de l'Éducation, de la Culture et de la Communication à la Chambre des représentants, ce mercredi 7 mai 2025, El Midaoui a mis en lumière l'attractivité de l'université marocaine sur la scène internationale.

Le ministre a souligné l'existence d'un véritable « marché » international en quête des compétences marocaines, notamment dans les domaines de la médecine, de la gestion et de l'économie. Selon le responsable, « les médecins marocains ainsi que d'autres spécialités comme la gestion et l'économie sont très demandés à travers le monde ».

El Midaoui a notamment fait savoir qu'en seulement quatre semaines, plusieurs ambassadeurs et anciens ministres de l'enseignement supérieur, principalement issus de France et d'autres pays européens, sont venus à sa rencontre. Leur principal objectif étant de renforcer l'attractivité des étudiants marocains, notamment ceux titulaires du baccalauréat ou de diplômes supérieurs, souhaitant poursuivre leurs études en Europe.

D'une autre part, il a précisé que l'université marocaine a su forger une réputation solide, reconnue à l'échelle internationale. Nombre de ses diplômés occupent aujourd'hui des postes de responsabilité dans des universités et institutions prestigieuses à l'étranger, notamment en Europe et en Amérique. Certains sont devenus des hauts responsables, voire chefs d'État ou ministres dans leurs pays respectifs, incarnant à la fois le succès personnel et la puissance éducative du Royaume, a poursuivi le ministre.

En outre, le responsable a insisté sur la reconnaissance internationale des diplômes marocains, notant qu'« aucune nation ne refuse de reconnaître nos diplômes », ce qui démontre la qualité de l'enseignement offert, malgré les contraintes économiques et logistiques rencontrées.

<https://fr.hespress.com/423121-el-midaoui-luniversite-marocaine-en-plein-essor-mais.html>

Des membres du Gouvernement, ont commenté, mercredi soir, les résultats du conseil des ministres qui s'est déroulé plus tôt dans la matinée. Il s'agit des ministres de la Culture, des Arts, de la Communication et des Relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement, M. Houssein Ould Meddou, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Yacoub Ould Moine.

(...) le ministre de l'Enseignement supérieur est revenu sur les grandes lignes du projet de décret portant création de l'Université de Nouadhibou. Il a déclaré que la nouvelle université ouvrira ses portes dès la prochaine rentrée académique (2025-2026). L'université va accueillir 800 étudiants repartis entre trois facultés et instituts. Il s'agit de celles des sciences juridiques et économiques, des Sciences et Techniques et des Sciences humaines. A cela s'ajoute un institut supérieur de Technologie, d'un Institut des Langues et de la Traduction, déjà existants et qui accueilleront 397 étudiants.

Le ministre a souligné que l'université sera implantée dans l'ancien siège de l'Institut Mauritanien de Recherches Océanographiques et de Pêches. Il a ajouté que l'appel d'offres sera bientôt lancé pour la réalisation de travaux, pour être que l'édifice soit opérationnel dès le mois de septembre prochain.

Toujours au cours de son mot, le ministre a relevé que les filières choisies épousent les spécificités de la ville de Nouadhibou, en prenant en compte les sciences, le droit et l'ingénierie, dans les domaines de l'énergie, des mines, des hydrocarbures, de la gestion des risques, énergétique, le droit des activités maritimes, le droit minier et des hydrocarbures, l'immigration et le mouvement des populations, entre autres.

Interpellé sur la question des bourses des étudiants en Mauritanie, le ministre a affirmé que le nombre d'étudiants boursiers a doublé, par rapport à l'année dernière. Selon lui, plus de 17 500 étudiants ont bénéficié de bourses sur un total de 43 091, soit un taux de 41 %, contre environ 5 000 l'année dernière sur un total de 35 000, soit un taux de 28 %.

<https://ami.mr/fr/archives/270503>

L'Europe entend être un refuge pour les scientifiques américains menacés par les coupes budgétaires de Donald Trump. Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen ont lancé l'opération "Choose Europe for science" : 600 millions d'euros au total pour séduire les chercheurs étrangers.

"Choose Europe for science", choisir l'Europe pour la science, voilà le slogan en anglais de l'Union européenne pour attirer les scientifiques étrangers, surtout les Américains. Car Donald Trump a entrepris de tailler dans les budgets de la recherche, lui qui accuse l'université américaine de promouvoir une idéologie woke, terme fourre-tout pour dénoncer notamment la promotion de la diversité.

L'Europe a donc lancé une opération séduction pilotée par Emmanuel Macron et Ursula von der Leyen. Le chef de l'État et la présidente de la Commission européenne étaient côte à côte à la Sorbonne à Paris ce lundi 5 mai. Avec un souci commun, défendre la liberté académique des chercheurs menacée par Donald Trump. Sans jamais nommer son homologue américain, Emmanuel Macron a eu des mots très durs pour sa politique universitaire qu'il assimile à un "diktat".

Concrètement, l'Union européenne et la France vont mettre ensemble 600 millions d'euros sur la table pour aider les scientifiques contrariés dans leurs recherches, 500 millions côté européen et 100 millions pour le volet français. Et pourtant, cette démarche volontariste suscite des réserves au sein de la branche française du collectif de chercheurs "Stand up for science", Debout pour la science. Car les États-Unis de Donald Trump n'ont pas le monopole des coupes budgétaires à l'université, la France d'Emmanuel Macron est aussi concernée. Reste une question, les chercheurs américains mis en cause par Donald Trump ont-ils tous envie de céder aux sirènes du Vieux Continent ? La réponse dépend parfois des moyens que proposent les universités européennes. Hélène Chevallier nous appelle de Washington.

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/culture-de-l-info/l-europe-veut-recuperer-les-chercheurs-malmenes-par-donald-trump-6654340>